

Jean Biondi , député-maire socialiste de Creil et secrétaire d'Etat

sous la IV^e République

Xavier LEPRETRE



Entré dans la vie politique du département de l'Oise ne 1934 comme Conseiller Général S.F.I.O. du canton de Neuilly en Thelle, il devint maire de Creil, puis député Président du Conseil Général et Ministre après la deuxième guerre mondiale. Il a participé activement à tous les grands événements de cette période, son action prenant une dimension nationale à partir de juillet 1940.

Il était né le 9 mai 1900 à Sari d'Orcino, dans une famille de petits cultivateurs et de retraités. Il poursuit des études secondaires puis supérieures qui le mènent à la licence es sciences. Il devient professeur adjoint au lycée CONDORCET.

L'ELU DU FRONT POPULAIRE

En 1925 il adhère au parti socialiste. En 1934 il est élu au premier tour comme conseiller général du canton de Neuilly en Thelle. Des raisons familiales comme des raisons politiques (la bonne implantation du parti socialiste) l'ont amené dans cette région. En mai 1935, il est élu conseiller municipal de Creil sur une liste "S.F.I.O. et d'Action Municipale" dont les 26 membres forment le conseil municipal. En mars 1936, à la suite de la mort de JULES UHRY, un avocat socialiste très actif, maire de Creil depuis 1919, il devient le premier magistrat de la ville par 20 voix sur 26. Creil a alors 10.904 habitants parmi lesquels plus de 2.500 ouvriers, 746 fonctionnaires, 241 commerçants, 86 professions libérales, 45 artisans et 9 agriculteurs.

Les élections d'Avril-Mai 1936 le portent à la députation dans la deuxième circonscription de Senlis : il est élu au second tour contre Fabien PAULVE obtenant 8410 voix contre 5758 voix à son adversaire maire de Chantilly qu'il devance nettement en particulier à Montataire où il obtient 1218 voix contre 430, à Creil : 1626 contre 927, à Nogent sur Oise : 1034 voix contre 509.

Ces élections voient d'ailleurs le triomphe de tous les candidats du Front Populaire:

4 députés radicaux socialistes (JAMMY SCHMIDT et RAOUL AUBAUD à Beauvais, ARMAND DUPUIS à Clermont, A. MELLENE à Compiègne) et deux députés socialistes, Jean VASSAL dans la première circonscription de Senlis et JEAN BIONDI dans la seconde.

Comme maire il continue l'action de Jules UHRY en particulier dans le domaine de la construction et des réalisations sociales. Jeune député, son influence est encore limitée, mais il a l'amitié de Léon BLUM et un grand désir d'action.

Il regarde la situation internationale avec lucidité : attaché à la paix, il est sans illusions sur le régime hitlérien qu'il analyse avec un certain effroi au cours d'un voyage à Berlin en juillet 1938. Plus que réticent à l'égard des accords de Munich, il les approuve cependant avec son groupe parlementaire par discipline et pour éviter une scission.(1)

La guerre arrive, comme il l'avait prévu, et son caractère déterminé comme sa capacité d'action vont s'affirmer nettement.

(1) Témoignage de JEAN BIONDI recueilli le 25 juin 1946 par M. LECORVOISIER pour le Comité d'Histoire de la 2^e Guerre Mondiale.

NON AUX PLEINS POUVOIRS

Quand la guerre est déclarée, il est mobilisé sur place en qualité de directeur urbain de la Défense Passive. En juin 1940, il quitte Paris en même temps que ses collègues des deux Chambres, rejoint Bordeaux et assiste aux derniers jours du Cabinet Paul REYNAUD. Avisé par le questeur PERFETTI d'une possibilité de quitter la France pour l'Afrique du Nord, il refuse, craignant de donner à sa famille et à sa municipalité l'impression d'un abandon. Du 2 au 10 juillet, il se trouve à Vichy, où il fait face avec détermination aux manoeuvres de LAVAL qui tentôt flatte les députés, puis les menace, puis les conjure "de se rendre à l'évidence", puis leur promet que de toute façon "ils garderont leurs avantages y compris leurs indemnités".

Rien n'y fait. Le 9 Juillet 1940, il est parmi les trois qui ne votent pas pour le texte: "La Chambre des Députés estime qu'il y a lieu de réviser les lois constitutionnelles". Le 10 juillet il est parmi les quatre vingts qui refusent les pleins pouvoirs au Maréchal PETAIN.

LA RESISTANCE ET LA REORGANISATION DU PARTI SOCIALISTE

Dans la seconde quinzaine de juillet, il rentre à Creil. La ville est en partie détruite : depuis le 18 mai à 14 H 30 jusqu'au 9 juin où il y eut deux bombardements dans l'après-midi, l'un de 16 H 30 à 17 heures et l'autre de 18 H 15 à 18 H 40, les attaques aériennes allemandes ont été multiples faisant de nombreuses victimes, 162 maisons ont été détruites, 402 ont été endommagées.

Les Allemands avaient installé un autre maire. JEAN BIONDI réussit à retrouver sa fonction. A ce poste, jusqu'à sa révocation en Avril 1941, il mène une bataille incessante. Il proteste auprès du préfet contre les réquisitions allemandes. Il est même arrêté 4 jours, libéré sous conditions, obligé de venir donner tous les jours une signature à l'ORTSKOMMANDANTUR. En avril 1941 il était définitivement révoqué, ayant refusé avec la quasi totalité du conseil municipal de prêter serment de fidélité au régime hitlérien.

Mais dès Août 1940 au cours d'une réunion rue de VAUGIRARD chez LA GROSILLIERE sont jetés les bases d'une petite organisation

socialiste clandestine. Une brochure "DE LA CAPITULATION A LA TRAHISON" approuvée par JEAN BIONDI et rédigée par C. DUMAS, est imprimée par les soins de JEAN BIONDI à l'Imprimerie Coopérative de Creil sous la direction de l'adjoint au maire Marcel PHILIPPE qui fut plus tard déporté à BUCHENWALD. En janvier 1941 fut décidée la publication d'un bulletin mensuel "SOCIALISME ET LIBERTE" et le groupe de socialistes réunis autour de JEAN BIONDI prit le nom de Comité d'Action Socialiste.

En août 1941, soucieux de coordonner l'action avec les responsables socialistes de la zone sud comme Daniel MAYER, il se rend à Vichy puis à Toulouse, à Muret, où il rencontre Vincent Auriol mis en résidence forcée et faillit se faire arrêter à Tarbes, à Marseille où Félix Gouin le met au courant des relations qu'il avait établies avec Londres et de l'existence à Londres d'un groupement socialiste JEAN JAURES autour de Jean-Louis LEVY.

Rentré à Paris, BIONDI reçut la responsabilité de 15 départements du Nord et de l'Est allant jusqu'au Doubs, sauf les départements du Nord et du Pas de Calais, confiés à A. LAURENT. C'est ainsi que Jean BIONDI devint le principal responsable de LIBERATION NORD, du réseau BRUTUS. Dans son département ce mouvement se développe avec la famille PHILIPPE, HAVEZ, BLIN, MERIGONDE, en particulier. Jean BIONDI prend des pseudonymes : Léon PARENT, Jacques BATELIER.

Mais peu à peu l'étau se resserre sur lui: le 15 septembre 1942, il est arrêté à Creil à la suite d'une lettre anonyme, à l'occasion de l'"hébergement" d'un parachutiste anglais.

Le 12 septembre 1943, un de ses plus proches collaborateurs Marcel PHILIPPE est arrêté avec ses trois enfants. Aucun ne reviendra vivant de la déportation. Le 13 septembre c'est le tour d'Henri MARLOT. Le 25 septembre Jacques COURSEAU est arrêté et déporté à BUCHENWALD. Les allemands le recherchent activement. Le 13 Janvier 1944, c'est son tour à l'occasion d'une réunion de "LIBE NORD" et du parti socialiste clandestin à Paris. Heureusement son attitude évite beaucoup d'arrestations comme l'a raconté Daniel MAYER :

"Il est environ 13 H 30. Une certaine effervescence règne dans la rue. De nombreuses personnes sont sur le pas des portes ; mélange de curiosité et de crainte. Je ne remarque rien de tout cela ... Justement Jean BIONDI député maire de Creil, l'un des Quatre-Vingts est là ... il fait la liaison entre l'orga-

"nisme central et ces départements. Il est normal qu'il soit l'un des premiers. Je vais à lui. Ma femme me serre le bras: "N'y va pas" dit-elle. Effectivement la raison revenue, je m'aperçois qu'il baisse obstinément le regard. Il ne veut pas croiser le nôtre. Tout est désormais clair : il est arrêté et il sert d'appât. Une voiture, marquée "POL" (Polizei) est à quelques mètres. Quiconque ira à Jean BIONDI sera pris. Notre camarade, impassible d'apparence, continue à regarder le trottoir" (2). "

Tandis que Jean BIONDI est arrêté, sa maison de Creil est pillée par les Allemands et tout ce qui s'y trouve est transporté dans des camions. Son attitude a permis à la plupart de ceux qui devaient participer à la réunion d'échapper à l'arrestation. Néanmoins, Jacques BOZZI (Charleville) LELEUCH (Mézières) GAUTHIER (Bar le Duc) GONTHIER (Amiens) n'y échappèrent pas. (3)

LA DEPORTATION

Le même jour il est écroué à Fresnes, mis au secret à la cellule 98 de la deuxième division. Il est transféré à la prison de Compiègne le 1er février 1944 et au camp de Royallieu le 10 mai 1944. Le 6 avril avec 1800 autres, vers 5 heures du matin c'était le départ pour MAUTHAUSEN. Dans les wagons destinés à 40 hommes ou 8 chevaux, on y entasse 100 ou même 130 hommes; l'air manque ; les portes sont closes et les maigres ouvertures obstruées par des planches clouées. L'eau manque, la chaleur étouffante provoque "une déshydratation qui vous enfièvre et vous fait délirer, la puanteur se dégage de la tinette bientôt débordante".

Profitant d'un ralentissement du train une dizaine, qui avaient pu scier le plancher de leur wagon grâce à des limes dissimulées dans leur ceinture, s'évadent. Ceux qui restent sont comptés à coups de cravache, totalement dévêtus, et vont poursuivre leur voyage ainsi pendant deux jours et deux nuits. (4)

Le 8 avril, en fin d'après-midi, Jean BIONDI en même temps que le Père RIQUET, l'abbé DESWARTE qui venait d'un chantier de jeunesse, arrivent en gare de MAUTHAUSEN en Autriche. Il change de matricule : 28.817 à Royallieu, 61.964 à MAUTHAUSEN. Il y restera jusqu'au 24 juillet 1944, de là il sera transféré au Camp d'Ebensee où

il sera libéré le 18 mai 1945. Il a du faire face aux travaux les plus durs alors que son organisme est sous alimenté: terrassements, cassage de pierres, percement de tunnels.

(2) Daniel MAYER : "LES SOCIALISTES DANS LA RESISTANCE" P.U.F. 1968.

Précisons qu'au moment de l'arrestation de Jean BIONDI, Daniel MAYER était encore affaibli par une récente maladie.

(3) Le Mouvement LIBERATION NORD que dirigeait Jean BIONDI fut durement touché par les arrestations. En particulier le 26 novembre 1943, arrestation d'André RAFFOUX instituteur à LABERLIERE successivement déporté à Buchenwald et à Mauthausen, le 16 février 1944, arrestation de Georges et Madeleine BLIN instituteurs à Méry la Bataille, le 23 mai 1944 arrestation et déportation de M. MERIGONDE instituteur révoqué par le régime de Vichy et délégué à l'Information pour LIBERATION NORD.

Toutefois, le mouvement LIBERATION NORD survécut: citons simplement le Commandant SCHMIDT à Clermont, BOUSLET à Beauvais, HAVEZ et l'instituteur LECLERE dans la région de Creil qui eurent une action importante en liaison avec des américains parachutés OSS de la mission BEGGAR à partir d'avril 1944.

La fin de l'année 1943 et le début de 1944 furent marqués par de nombreuses arrestations de responsables de mouvements et de réseaux. En voici quelques exemples :

- 2 novembre 1943 : arrestation de DE KERSAINT et F. SORET du réseau PUBLICAN (BUCKMASTER) déportés à Buchenwald.
- 4 novembre 1943 : arrestation par la SD à Creil de Marcel SAILLY, chef de l'OCM, déporté à Buchenwald puis à Dora.
- 18 janvier 1944, le chef du B.O.A., R. DELNEF est arrêté à Paris et déporté.
- 20 janvier 1944, Robert BELLEIL, enseigne de vaisseau responsable de l'OCM pour le secteur de Beauvais, adjoint de R. DELNEF pour le B.O.A. est déporté à Neuengamme et à Schandellah où il est décédé le 28 mars 1945.
- 12 avril 1944, Edmond LEVEILLE dit René était fusillé à Dury, il était responsable interdépartemental du Front National.

Plusieurs responsables FTPF furent arrêtés : le plus connu est Marcel DENEUX.

Ces arrestations n'empêchèrent pas la Résistance de continuer. Le 2 février 1944 le colonel Fromonot Monturat était nommé chef des FFI. L'action des FFI du secteur EST en particulier mérite une longue étude, que rend possible la conservation des archives et que justifient l'organisation et l'action exemplaires des FFI de cette région.

(4) R.P.Riquet : "CHRETIENS D'EUROPE". Pierre DAIX "J'AI CRU AU MATIN". Robert LAFFONT. 1976 p.86.89. Le jeune jésuite et le très grand communiste firent tous deux partie du convoi du 6 avril 1944 vers MAUTHAUSEN comme Jean BIONDI. Leurs témoignages concordent parfaitement.

Le 25 mai 1945 il rentre en train à Paris, profondément marqué physiquement et moralement. Assez vite cependant il va reprendre ses activités et même leur donner une dimension nouvelle.

Il retrouve d'abord ses activités de maire de Creil dont M. HAVEZ avait assuré l'exercice depuis la Libération le 31 août 1944.

LE BATISSEUR

La ville a été détruite à plus de 40 % (41% exactement d'après une estimation du Ministère de la Construction. (Il est vrai qu'aux bombardements allemands de mai à juin 1940 se sont ajoutés ceux de 1944, du 17 mars au 12 août pratiquement sans interruption. 208 bâtiments représentant 1108 logements ont été complètement détruits, 1118 bâtiments représentant 2320 logements ont été endommagés (5). Beaucoup de gens sont complètement sinistrés : à la fin de l'année 1945, 100 personnes bénéficient de vêtements offerts par la Croix Rouge américaine. La Martinique prend la ville de Creil comme filleule et lui envoie une voiture FORD : expédiée le 28 mai 1948, elle n'arrivera à Creil que le 1er septembre 1949 : elle était restée bloquée à la douane...

Jean BIONDI s'attaque avec une très grande détermination à la reconstruction de Creil: il faut d'abord parer au plus pressé en installant des baraquements, puis reconstruire. Oeuvre immense qui ne sera pas terminée à sa mort (en 1959, il restait encore 53 logements à reconstruire) ; mais à laquelle Jean BIONDI donne une impulsion extrêmement vive comme maire de Creil et comme Président du Conseil d'Administration de l'OFFICE PUBLIC INTERCOMMUNAL D'HABITATIONS A BON MARCHÉ de Creil Montataire - Précý sur Oise et Coye la Forêt.

Les réalisations sont multiples : citons simplement les constructions ou reconstructions d'écoles comme celle de l'Ecole de garçons de la rue Ribot, réparation des Ecoles de la rue des Usines, de Somasco et de la rue Edouard Vaillant et bien d'autres. Construction ou reconstruction de logements: en particulier immeubles collectifs de la rue Gambetta et de la place Carnot, du plateau CHAMPELLE qui prendront après sa mort le nom de Cité JEAN BIONDI.

Jean BIONDI fut un maire passionné. Mais sa capacité d'action s'exerça aussi au plan national. En effet dès 1945, il fut délégué à l'Assemblée Constituante, le 2 juin 1946 à la seconde assemblée constituante, en

novembre 1946 à l'assemblée législative.

MINISTRE DE LA REPUBLIQUE :

SOUS SECRETAIRE D'ETAT A L'INTERIEUR

Dès la fin de l'année 1945, il devient rapporteur de la loi électorale. Il demeurera avec son ami E. WEILL RAYNAL un passionné des régimes électoraux et de la représentation proportionnelle : à un de ses amis qui lui disait qu'il faudrait une table de logarithmes et une machine à calculer pour s'y retrouver, avec un sourire il répondit "une machine à calculer suffira".

Mais l'amitié de Léon BLUM, ses qualités d'administrateur, sa capacité à mener de front des actions multiples de façon efficace, son sens de la diplomatie, quand il le fallait celui de la fermeté lui permirent d'accéder à de plus hautes fonctions. Le 24 juin 1946, déjà maire, député, président du Conseil Général, il devient sous-secrétaire d'Etat, il le restera jusqu'au 16 janvier 1947 faisant partie ainsi de deux gouvernements : le premier

(5) Le nombre incroyable de bombardements s'explique par l'importance de cette gare de triage, du champ d'aviation, mais aussi par la proximité des dépôts souterrains de V1 dont les Alliés eurent très tôt connaissance mais dont la localisation exacte (Carrières de Saint Maximin et Saint Leu) leur resta longtemps inconnue. Ceci, jusqu'au moment où le réseau ZERO FRANCE put leur faire parvenir sous forme de micro films un plan des carrières réalisé par G. HAVEZ. (cf. rapport des Renseignements Généraux de l'Oise du 18 février 1947 et "LA GUERRE SECRETE" d'ANTHONY CAVE BROWN. PYGMALION WATTELET 1981 - T. 2 p. 325.

Dès le 8 avril 1944, les enfants, femmes, infirmes, invalides et vieillards avaient été invités à quitter la ville. L'un des premiers bombardements fut réalisé en partie par le groupe LORRAINE. (François BROCHE : "LES BOMBARDEMENTS DE LA FRANCE LIBRE" Presses de la Cité. 1979. Pages 217-221) "Creil est abordé par le sud-ouest: cap 060. La formation vole alors à 360 kilomètres heure. Une grosse fumée enveloppe la région. Elle provient d'incendies qui viennent d'être allumés par d'autres bombardiers : des Mitchell et des Marauder. Les Boston sont en retard de 15 minutes. Ces incendies gênent l'observation, on a du mal à repérer l'objectif ... 24 cratères s'ajoutent à de nombreux autres ... On revient par le nord, Clermont, Saint-Just-en-Chaussée, Crèvecoeur, Aumale, Foucarmont puis la forêt d'EU". Après ce bombardement du 15 mars, celui du 27 avril fut meurtrier puisque, l'alerte n'ayant pas été donnée, le TRITON 22 fut coulé sur l'Oise avec 11 personnes à bord.

Le bombardement du 10 Mai tua une centaine de personnes dans un train.

Le dernier bombardement eut lieu le 12 août.

A ces destructions faites par les bombardements s'ajoute la destruction du pont de l'Oise par les Allemands.

gouvernement BIDAULT et le gouvernement socialiste homogène de Léon BLUM (16 décembre 1946 - 16 janvier 1947). Pendant cette courte période il entreprend une réforme des Finances locales de façon à établir une répartition plus équitable des charges entre l'Etat, les départements, et les communes. Dans le domaine départemental, il s'attacha à développer le pouvoir des préfets, les consultant au cours d'un voyage qu'il entreprit dans l'hiver 1946-1947. Enfin il agit sur le plan de l'administration communale s'intéressant particulièrement au statut du personnel communal, aux syndicats de communes et aux régies municipales. Notons que c'est alors que fut réalisée l'organisation municipale de Marseille dans le cadre de la loi de 1884. (6)

SECRETAIRE D'ETAT A LA FONCTION PUBLIQUE ET A LA REFORME ADMINISTRATIVE - 26 novembre 1947 - 4 février 1950

Il fait ainsi partie successivement de 5 gouvernements : R. SCHUMAN, ANDRE MARIE, ROBERT SCHUMAN, HENRI QUEUILLE, GEORGES BIDAULT. C'est là qu'il put agir le plus efficacement puisqu'il eut un peu plus de deux ans pour son action.

Il poursuivit deux objectifs : amélioration matérielle et morale du sort des personnels de l'Etat, Réforme administrative. En contact étroit avec les organisations syndicales, il améliora la situation financières des fonctionnaires : il établit une hiérarchie indiciaire de 100 à 800, fit relever les traitements, établir des primes de transport, indemnité de cherté de vie, suppression de la retenue de l'impôt cédulaire, majoration de l'indemnité de résidence. Il s'attacha à hâter la publication des statuts propres à chaque corps de fonctionnaires. Il fit une réforme de l'auxiliarat qui permettait, dans certaines conditions la titularisation. Au total une action très importante.

Il apporta aussi beaucoup d'énergie à la réforme administrative : oeuvre de longue haleine et toujours à parfaire, comme il l'avait bien compris. Il fit rassembler les textes législatifs et réglementaires portant sur un même sujet pour faciliter le travail des Administrations ; il défendit l'Ecole Nationale d'Administration, développa les sessions du Centre des Hautes Etudes administratives. Au total il s'attacha à ce que la République restaurée "puisse disposer de cadres ayant le goût et la force de supporter les responsabilités, conditions nécessaires

pour le redressement et la reconstruction du pays".

Ministre, Jean BIONDI n'oublie pas ses camarades de déportation : il fut un des animateurs de la F.N.D.I.R. (Fédération Nationale des Déportés, Internés Résistants), Président pour le département de l'Oise. C'est le 3 juin 1950 que fut fondée à Compiègne l'U.N.A.D.I.F. (Union Nationale des Associations de Déportés, Internés et Familles), en particulier sous l'impulsion de son compagnon de déportation à MAUTHAUSEN, le père RIQUET.

Cette capacité d'action, qui semblait infinie, le destinait visiblement à des fonctions encore plus importantes tant au gouvernement qu'à l'intérieur de son parti, lorsqu'il fut tué le 10 novembre 1950 dans un accident de voiture près de Goussainville, alors qu'il se rendait à une séance du Conseil Municipal de Creil.

Gabriel HAVAZ lui succéda comme maire et Etienne WEILL RAYNAL comme député jusqu'aux élections de 1951 (7). Sa mort n'a donc pas interrompu la longue suite de maires socialistes de Creil. Mais incontestablement Jean BIONDI va manquer au parti socialiste : 280.000 adhérents en 1947, 130.000 en 1951 et 95 députés contre 135 en 1945. Pendant longtemps le maire socialiste ne sera plus député (8).



(6) A notre connaissance : Jean BIONDI a été le seul député de l'Oise à accéder à un poste ministériel. "Le Réveil Socialiste de l'Oise" décembre 1950.

(7) Il faut remarquer que, par rapport à l'avant-guerre, en 1945-46, la représentation socialiste dans l'Oise à l'Assemblée Nationale s'affaiblit au profit du parti communiste, et celle du parti radical disparaît complètement alors que sont représentés de nouveaux partis comme le MRP (M.DELAHOUTRE pour Clermont) PRL (M.LEGENDRE à Compiègne).

(8) J.P. RIOUX "La France de la Quatrième République" Tome I - p.147-224 - Le Seuil 1980

DÉPARTEMENT
de l'Oise

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'OISE
- 9 DEC 1940
CABINET DU PRÉFET



VILLE DE CREIL

ARRONDISSEMENT
de Senlis

CREIL, le 7 DECEMBRE 1940.-

Le Maire de la Ville de Creil,
à Monsieur le Préfet de l'Oise
à BEAUVAIS.-

Objet:

*Sanction
Vernier*

Monsieur le Préfet,

Je suis saisi par la ORTSKOMMANDANTUR de
CREIL, de demander en réquisition, des camions destinés
à faire des transports divers pour l'Armée d'occupation.

Or, une circulaire du 29 Novembre dernier,
émanant de la FELDKOMMANDANTUR, indique qu'en aucun cas,
une voiture ne peut être mise en location par une Unité
ou Service Allemand, sans que la FELDKOMMANDANTUR ait
donné sa permission.

J'ai fait présenter cette note à la ORTS-
KOMMANDANTUR, qui m'a indiqué devoir quand même lui
fournir les camions requis.

Je vous en informe à toutes fins utiles.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet,
l'assurance de ma haute considération.-



P.S. Ci-jointe copie de l'instruction de la FELDKOMMANDANTUR avec sa traduction.-

L'Élection Législative de la 2^{me} Circonscription de Senlis

Résultats du Scrutin de Ballottage du 3 Mai 1936

Canton de CREIL

	Ins.	Vot.	Nuls	S. exp.	Biondi	Paulvé
Apremont	164	143	1	142	81	61
Blaincourt	93	79	0	79	37	42
Chantilly	1530	1334	20	1314	350	964
Coye	483	434	1	433	225	208
Cramoisy	131	117	0	117	62	55
Creil	3037	2548	15	2533	1626	907
Gouvieux	812	684	4	680	340	340
Lamcrlaye	435	343	3	340	132	208
Maysel	36	32	1	31	19	12
Mello	124	104	2	102	65	37
Montataire	1971	1663	15	1648	1218	430
Nogent-sur-Oise	1806	1569	25	1544	1034	509
Précy-sur-Oise	420	381	8	373	188	185
St-Leu-d'Esserent	470	420	3	417	272	145
Saint-Maximin	399	355	3	352	210	142
St-Vaast-les-Mello	225	212	0	212	111	101
Thiverny	192	168	4	164	110	54
Villers-Saint-Paul	527	467	4	463	307	156
Villers-sous-Saint-Leu	88	76	1	75	35	40
Total	12943	11129	110	11019	6422	4596

Canton de NEUILLY-en-THELLE

	Ins.	Vot.	Nuls	S. exp.	Biondi	Paulvé
Balagny-sur-Thérain	318	275	9	266	215	61
Belle-Eglise	127	108	1	107	65	42
Boran	263	239	4	235	111	124
Chambly	1027	906	16	890	630	259
Cires-les-Mello	384	337	4	333	174	159
Crouy-en-Thelle	92	82	1	81	43	38
Dieudonne	60	49	0	49	20	29
Ercuis	204	188	1	187	125	62
Foulangues	29	25	0	25	11	14
Fresnoy-en-Thelle	88	82	0	82	49	33
Mesnil-en-Thelle	191	171	1	170	115	55
Morangles	56	51	0	51	35	16
Neuilly-en-Thelle	460	419	4	415	238	177
Puiseux-le-Hautberger	91	81	1	80	47	33
Uilly-Saint-Georges	207	182	2	180	110	70
Total	3597	3195	44	3151	1988	1162
Creil	12943	11129	110	11019	6422	4596
Neuilly-en-Thelle	3597	3195	44	3151	1988	1162
TOTAL GÉNÉRAL	16540	14324	154	14170	8410	5758



Jean Biondi et Léon Blum
en 1939

Jean BIONDI est élu